

Bulletin du FMI

AIDE AUX PAYS À FAIBLE REVENU

Les programmes soutenus par le FMI élargissent les possibilités d'action face aux crises

Bulletin du FMI en ligne
1^{er} octobre 2009

- Les pays à faible revenu sont plus gravement touchés que prévu par les effets de la crise
- Les succès précédemment remportés dans la stabilisation macroéconomique ont permis une certaine flexibilité des politiques
- Cette flexibilité a été facilitée par les programmes soutenus par le FMI et l'accroissement de ses financements

Dans l'une de ses études, le FMI montre que les programmes soutenus par l'institution ont ouvert à de nombreux pays la possibilité de recourir à des mesures anticonjoncturelles pour remédier aux effets des crises alimentaire, énergétique et financière qui ont touché le monde.

D'après deux études du FMI publiées le 1^{er} octobre, la crise économique mondiale frappe les pays à faible revenu plus durement que prévu, ce qui accroît leur besoin d'aide. Toutefois, les acquis de la stabilisation macroéconomique et de la réduction de la dette, joints à un renforcement de l'aide, ont permis à de nombreux pays de recourir à des mesures anticonjoncturelles, et les programmes soutenus par l'institution ont accompagné ces mesures pour contrecarrer les effets des crises alimentaire, énergétique et financière.

Le FMI [a annoncé un accroissement sans précédent](#) de son aide aux pays à faible revenu en juillet avec, notamment, une augmentation des prêts concessionnels qui pourront atteindre jusqu'à 17 milliards de dollars d'ici à 2014, de nouveaux instruments de prêt et l'application aux prêts concessionnels de taux d'intérêt zéro jusqu'à la fin de 2011. Mais, la communauté des donateurs doit faire plus.

Hugh Bredenkamp, Directeur adjoint du Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI a déclaré : « Les pays à faible revenu ont besoin d'une aide financière concessionnelle encore plus importante pour pouvoir effectuer un ajustement en douceur en 2009-2010 sans compromettre davantage la soutenabilité de leur dette ». Il a par ailleurs ajouté : « Une insuffisance de l'aide pourrait contraindre ces pays à procéder à des ajustements avant l'amorce d'une reprise ou à contracter des emprunts non concessionnels dépassant leurs moyens ».

La crise a des répercussions plus fortes que prévu

Les projections de la dernière édition des [Perspectives de l'économie mondiale](#) du FMI montrent que la crise économique frappe les pays à faible revenu plus durement qu'on ne le prévoyait il y a six mois. D'après l'un des rapports couvrant les [conséquences de la crise mondiale](#) :

- Les pays à faible revenu doivent faire face à un fort ralentissement de l'expansion des exportations, de l'investissement étranger et des envois de fonds des travailleurs émigrés, ainsi qu'à une réduction des engagements d'aide. De ce fait, leur taux de croissance attendu pour 2009 est maintenant de 2,4 %, alors qu'il se situait entre 5 à 7 % avant la crise. Il devrait remonter à 4,2 % en 2010 grâce à la hausse de la demande mondiale et à l'appui des politiques intérieures à court terme.
- Les pays ont recours à des mesures budgétaires et monétaires pour faire face à la crise. Les déficits budgétaires se creusent dans les trois quarts d'entre eux. Bien que la composition des programmes de relance ait varié, de nombreux pays ont choisi d'augmenter les dépenses courantes. Les risques d'inflation sont restés faibles, ce qui a permis à certains pays d'assouplir leur politique monétaire tandis que le taux de change semble avoir été peu utilisé comme amortisseur.
- Les pays à faible revenu ont cherché à maintenir ou accroître leurs dépenses sociales, mais l'aptitude de nombre d'entre eux à étendre leurs filets de sécurité sociale s'est heurtée à l'absence de mécanismes de soutien efficaces. Des actions concertées sont nécessaires pour remédier à ce problème afin que les pays soient beaucoup mieux à même de faire face à la prochaine crise lorsqu'elle éclatera.
- Bien que plusieurs pays utilisent les mécanismes régulateurs mis en place par le passé pour parer à la crise, la dette publique devrait sensiblement augmenter au cours des prochaines années dans plusieurs des pays les plus défavorisés. Dans certains cas, le risque de surendettement extérieur augmente.
- Les mesures destinées à contrer les effets de la crise doivent être maintenues, s'il y a lieu, jusqu'à ce que la reprise économique soit nettement engagée. Les pays devraient toutefois être prêts à réorienter leurs politiques vers la viabilité à moyen terme à mesure que la reprise s'affirmera. Une aide supplémentaire des donateurs est nécessaire pour éviter des ajustements prématurés et faciliter un retour ordonné à une trajectoire de croissance soutenable à moyen terme.
- D'après les estimations, les besoins de financement extérieur des pays à faible revenu devraient augmenter en 2009–2010 d'environ 25 milliards de dollars par an, en moyenne, par rapport à leurs niveaux d'avant la crise. L'accroissement de l'aide du FMI pourrait permettre de couvrir près d'un tiers des besoins de financement des pays les plus défavorisés.
- Un retour à l'environnement mondial exceptionnellement favorable d'avant la crise ne peut être considéré comme allant de soi; de nouveaux moteurs de forte croissance seront nécessaires au sortir de la crise. Il semble peu probable que l'investissement étranger et les envois de fonds des travailleurs émigrés se redressent rapidement. Il sera crucial d'adopter des mesures permettant d'améliorer l'environnement économique, de développer des marchés financiers bien réglementés et de renforcer l'efficacité du secteur public. Ces initiatives exigeront un fort soutien financier et technique de la communauté internationale bien après la fin de la crise actuelle.

Des politiques adaptées

Le [deuxième rapport](#) examine le rôle joué par le FMI pour aider les pays à faible revenu à remédier aux effets des crises alimentaire, énergétique et financières qui ont frappé le monde. Il constate que, depuis quelques années, les programmes soutenus par le FMI donnent aux pays pauvres une plus grande latitude d'action et simplifient la conditionnalité structurelle, notamment en supprimant des « critères de réalisation structurels » (conditions contraignantes imposées pour le décaissement des prêts).

M. Bredenkamp a déclaré : « Cette étude montre comment le FMI a rendu ses programmes plus flexibles, pour que les politiques puissent s'adapter à l'évolution des situations, et simplifié la conditionnalité structurelle pour que les gouvernements maîtrisent mieux les programmes ».

Les principales conclusions de cette seconde étude qui s'est principalement intéressée aux pays ayant bénéficié sans interruption de programmes appuyés par le FMI pendant la période 2007–2009, sont notamment les suivantes:

- ***Ajustement des objectifs d'inflation plus élevés*** : lorsque les effets de la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires et des combustibles se sont intensifiés au premier semestre de 2008, les objectifs d'inflation ont été relevés pour tenir compte des effets primaires de la flambée des prix. Quand les cours mondiaux ont commencé à fléchir au milieu de 2008, les objectifs d'inflation ont été progressivement revus à la baisse pour permettre à la politique monétaire de continuer de soutenir l'activité économique après la crise financière mondiale.
- ***Assouplissement de la politique budgétaire*** : la majorité des programmes a inclus un élargissement des déficits budgétaires en 2008–2009. Dans la plupart d'entre eux, l'assouplissement budgétaire a impliqué un accroissement des dépenses publiques malgré la détérioration des perspectives d'évolution des recettes. Les programmes prévoyaient que les dépenses augmenteraient, en moyenne, de près de 2 % du PIB sur la période 2006–2009, ce qui correspond, en termes réels, à un accroissement annuel moyen de près de 7,5 %.
- ***Renforcement de la protection sociale*** : la plupart des programmes lancés en 2008–2009 prévoyaient un accroissement des dépenses sociales, en privilégiant davantage les aides ciblées sur les groupes vulnérables.
- ***Allègement des pressions extérieures en faveur de l'ajustement*** : les programmes ont tenu compte d'un élargissement des déficits des paiements courants, financés en partie par des tirages sur les réserves officielles. Un accroissement de l'aide apportée par les donateurs a permis de combler certains déficits de ressources et l'augmentation de l'aide financière consentie par le FMI a joué un rôle important dans l'allègement des problèmes de financement.

- ***Simplification de la conditionnalité structurelle*** : les programmes récents sont assortis de moins de conditions structurelles ; depuis la période 2001–2004, le nombre moyen de conditions par revue a diminué d'un tiers, passant de neuf à six.
- ***Focalisation sur les réformes cruciales*** : la conditionnalité structurelle reste principalement axée sur la gestion des ressources et la responsabilité du secteur public, conditions qui sont largement reconnues comme cruciales pour la réalisation des objectifs des programmes dans les pays à faible revenu.
- ***Amélioration de la mise en œuvre des réformes*** : le taux de mise en œuvre des réformes s'est d'autant plus élevé que le nombre des conditions imposées diminuait. L'allègement de la conditionnalité permet aux gouvernements de concentrer leurs maigres ressources administratives sur les réformes prioritaires tout en améliorant la maîtrise.

Quand mettre fin aux mesures de relance

Les deux études soulignent les défis auxquels les pays à faible revenu vont continuer de faire face à l'avenir. Il faut que leurs politiques intérieures soutiennent l'activité jusqu'à ce que la reprise se soit clairement installée.

Une fois que l'activité aura rebondi, les mesures de relance devront être supprimées, les déficits limités et la dette ramenée à des niveaux supportables en harmonie avec des politiques budgétaires qui renforcent la croissance et réduisent la pauvreté. Une aide supplémentaire des donateurs, assortie de conditions très favorables, est nécessaire pour que les pays ne soient pas contraints de procéder à des ajustements prématurés, et aussi pour faciliter un retour sans heurts à un niveau d'endettement soutenable s'accompagnant d'une forte croissance à moyen terme.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* (www.imf.org/imfsurvey)